

80e congrès du Parti socialiste



REFONDATIONS

SOCIALE ÉCOLOGISTE RÉPUBLICAINE EUROPÉENNE HUMANISTE FÉMINISTE

1) L'enjeu du Congrès

Nous sommes dans un moment de bascule. Le réchauffement climatique s'accélère dramatiquement. La guerre en Ukraine sème ses malheurs. L'inflation galope. Les prix de l'énergie explosent. Les inégalités s'aggravent. Les droits sont menacés, au premier rang desquels ceux des femmes. La violence et les haines de l'Autre envahissent l'espace public et les réseaux sociaux.

Dans ce contexte, notre congrès ne peut être à nouveau réduit au même choix, au même affrontement de personnes. Sans débat sur le fond, sans clarification politique, notre Parti se divisera encore et, de départs en scissions, achèvera de se dessécher. Nous ne nous y résignons pas. C'est pourquoi **nous proposons une voie centrale pour rassembler tous les socialistes sur l'essentiel. Nous voulons cette unité pour pouvoir rassembler durablement la gauche et les écologistes, pour gagner.**

Ni la loi du marché capitaliste sur le plan économique, ni l'autoritarisme sur le plan politique, ne répondent aux crises de notre siècle. Au contraire : ils les aggravent. La tendance est mondiale. La violence des politiques libérales et l'inaction climatique provoquent famines, migrations de masses, guerres, dictatures et régimes autoritaires. Dans les démocraties, notamment en Europe, elles alimentent les progressions fulgurantes, et jusqu'aux victoires, de l'extrême-droite.

Nous devons continuer de combattre avec force la volonté d'E. Macron d'imposer une politique économique, fiscale et sociale en faveur du capital contre le travail et le climat, qui plonge notre pays dans une crise sociale, écologique, morale et démocratique profonde.

Les tendances lourdes des élections Présidentielle et Législatives s'accroissent. La montée continue du RN, une gauche qui plafonne à 30%, dominée par LFI avec des socialistes et des écologistes très affaiblis comme en 2017, nous obligent à repenser notre projet et notre stratégie. Avec un objectif central : **comment empêcher l'extrême-droite de prendre le pouvoir ? Comment gagner sans renoncer à nos valeurs ?**

Il y a de nombreuses raisons d'espérer. Les graines et les énergies sont dans la jeunesse, les mobilisations populaires et citoyennes pour le climat, la justice sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, contre toutes les discriminations, pour l'accueil digne des réfugiés ; parmi les ouvriers, agriculteurs, artisans, entrepreneurs, salariés, fonctionnaires, artistes, retraités... chez nos élus, locaux et nationaux, qui pensent et mettent en œuvre des réponses concrètes aux défis du siècle.

Nous assumons notre place de force d'opposition au gouvernement, mais aussi de proposition, en prenant soin d'exclure toute confusion avec l'extrême-droite.

Partout et toujours, en commençant par les collectivités que nous dirigeons, nous défendons le rassemblement de la gauche, **l'unité d'action** pour la justice sociale et climatique, les valeurs de la République face à ceux qui la menacent, et la solidarité internationale face à ceux qui oppriment. Cette unité est vitale car nous savons qu'il faut chercher à rassembler le plus largement possible pour résister ou gagner les batailles. Mais **la réponse centrale, que nous devons reconstruire patiemment, c'est l'Union de la gauche et des écologistes pour gouverner la France**, face à son émiettement décourageant pour nos concitoyens, et permettre une alternative audacieuse pour notre pays.

Comment réaliser le rassemblement durablement et suffisamment largement pour gagner les élections nationales ? Voilà l'enjeu du Congrès de Marseille ! Notre réponse est claire : en refondant en son sein **une force politique centrale, sociale et écologiste, laïque et républicaine, populaire et humaniste**, ancrée dans tous nos territoires, qui porte l'alliance des classes moyennes et défavorisées, et qui rassemble autour d'elle une majorité de nos concitoyens.

Pour nous, l'accord électoral NUPES qu'il fût jugé nécessaire ou pas, respectueux ou pas de notre implantation, a été le produit de l'état « comateux » de la gauche sociale et écologique depuis 2017, une réponse électorale unitaire attendue par le peuple de gauche face à sa dispersion, une réponse conjoncturelle pour agir ensemble. Née et identifiée par la domination politique de LFI, elle reste un intergroupe à l'Assemblée Nationale (pas au Sénat), qui peut être utile, mais qui **ne peut pas être le cadre politique durable de l'Union de toute la Gauche et des écologistes pour gagner**.

Nous sommes pour le rassemblement de toute la gauche, qui n'est pas irréconciliable. Mais il nous faudra changer le centre de gravité de l'accord NUPES et le dépasser si nous voulons que le rassemblement devienne majoritaire dans le pays. Cette clarification est indispensable pour sortir la gauche de l'impasse minoritaire et recréer une dynamique positive, d'espérance et de conquêtes.

Cela ne se fera pas par des « coups tactiques », mais par une stratégie et des actes volontaristes pour refonder, avec tous les acteurs politiques, associatifs, syndicaux, intellectuels et culturels, une gauche capable de répondre à tous les nouveaux enjeux du XXIème siècle, de **renouer avec les classes populaires et moyennes**, et ainsi recréer une espérance.

Pour mener à bien ces refondations, nous revendiquons la radicalité des politiques nécessaires, tournant la page des demi-mesures et renoncements passés. Car c'est bien à la racine que tous ces défis doivent être relevés. Nos politiques de transformation social-écologique doivent être tout aussi exigeantes dans la défense de la République et de ses valeurs, tant dans son pacte social, démocratique que laïc. Elles doivent s'inscrire dans l'engagement sans ambiguïté pour une Europe souveraine, sociale, démocratique et fraternelle.

Cette **radicalité ne peut se confondre avec les démagogies et populismes** qui conduisent au chaos. Chercher la vérité et la dire, c'est avoir le courage de nommer les problèmes autant que celui de proposer des solutions ambitieuses et crédibles, que nous réaliserons réellement. Notre tâche est de dégager un horizon réparateur et d'apporter des réponses à la colère, pas seulement de l'accompagner surtout quand elle est dévoyée et se trompe de cible.

Cela se fera dans les combats communs, le dialogue et l'écoute de tout ce qui nous vient des mouvements sociaux et sociétaux, et par le travail intellectuel pour penser globalement la société et ses aspirations. C'est pourquoi notre Parti devra proposer un cadre respectueux de chaque partie prenante, politique et de la société civile : **des Etats-Généraux de la Transformation Sociale et Écologiste**, qui pendant les trois ans qui viennent feront ce travail sur le fond permettant de proposer à la France **un nouvel espoir à gauche**.

C'est dans ce processus ouvert à tous sans exclusive que nous devons réorienter la gauche. Impulser une clarification par la confrontation des idées, pour propulser progressivement un rassemblement à vocation majoritaire. Sans cette **clarification**, contestant le leadership de LFI qui constitue un plafond de verre, même les collectivités que la gauche dirige seraient toutes menacées lors des prochaines échéances locales. Au plan national, nous serions condamnés à reproduire un accord reconduisant simplement les 31 députés sortants, installant dans la durée notre disparition de 507 circonscriptions sur 577.

Cette volonté de rassemblement à vocation majoritaire, nous la porterons dès les élections européennes de 2024 en proposant que la gauche social-écologiste se présente unie sur une même liste autour d'un projet résolument pro-européen, clairement à gauche, social et écologiste, féministe, démocratique et humaniste, face au libéralisme et aux populismes nationalistes. Nous pourrons **préfigurer le visage de cette nouvelle force centrale, ouverte, moderne, qui porte l'Europe et ses valeurs fondatrices au cœur**. Ce sera la première étape de l'élaboration d'une plateforme pour la présidentielle de 2027 et de la mise en place d'un mode de sélection ouvert de celle ou celui qui portera les espoirs de la gauche.

Pour affronter les prochaines échéances, le congrès de Marseille doit être utile. Il le sera s'il permet de **remettre au travail collectif tout notre Parti**, de changer drastiquement son fonctionnement et ses pratiques, de réorienter sa ligne politique, de retrouver sa base sociale populaire et jeune, en s'ancrant dans la société et ses mouvements.

2) Les Refondations nécessaires

Une nouvelle dynamique d'espérance peut renaître. Mais ce ne sera ni en reproduisant l'ancien, ni en oubliant ses acquis. Ni dans le statu quo, ni en cédant aux populismes. Elle jaillira au contraire des *refondations* ouvrant un chemin nouveau.

Refondation de l'économie

L'économie ne peut plus reposer sur la mainmise de la finance, la tyrannie du court terme, la marchandisation au détriment de l'environnement et de la santé.

Le socialisme s'est construit autour des luttes des travailleurs. Confronté au chômage de masse, le travail s'est trouvé menacé dans ses trois dimensions, comme contribution de chacun à l'œuvre productive collective, comme élément d'émancipation de l'Homme, comme système de distribution des revenus et des droits sociaux. **Refonder l'économie, c'est d'abord redonner au travail sa centralité.** Non seulement le travail salarié, mais aussi l'activité bénévole ou familiale indispensable à notre bien-être.

C'est rendre effectif le droit à l'emploi, par la formation, par le partage du travail qui trouve un sens nouveau avec la lutte contre le réchauffement climatique. C'est l'attention à la qualité de vie et à la santé en renforçant les moyens de la médecine du travail, en mettant en place une politique de prévention des risques psychosociaux. C'est l'universalité et la portabilité des droits lors des changements d'emploi et un statut social pour les auto-entrepreneurs.

C'est redonner du sens, en fixant comme horizon non plus la croissance sans fin du PIB mais une nouvelle prospérité humaniste. C'est le partage de la valeur par la hausse du SMIC, des mécanismes négociés d'indexation des salaires et une législation limitant les écarts de salaires et les dividendes excessifs. C'est la démocratisation de l'entreprise, avec la création d'un chèque syndical, instituant un modèle français de codétermination et un impact score qui préfigure une nouvelle comptabilité écologique et sociale.

C'est **une nouvelle politique économique et industrielle de la transition**, centrale pour créer de nouveaux emplois. Nous avons besoin d'une industrie, propre, portée par des entreprises et PME innovantes, s'appuyant sur la R&D, l'innovation, la formation, transformée en profondeur pour intégrer la circularité et la réparabilité dans une logique d'« artisanalisation ». Le réarmement économique dans les secteurs de 'l'économie de la vie' (santé, énergies, alimentation, mobilités, numérique...) sera encouragée pour favoriser les circuits courts, les relocalisations et conforter notre souveraineté.

Refondation de notre rapport à la Nature

La protection de la Nature doit désormais être pensée comme participant à notre humanité. Nous devons changer notre manière de produire, de consommer, de nous déplacer et de répartir les richesses, avec une méthode : la **planification écologique, la coresponsabilité** de l'Europe, de l'Etat et des collectivités locales.

C'est, au niveau européen, des quotas de plus en plus restreints de carbone, assortis d'un prix croissant et prévisible des émissions et une taxe carbone aux frontières de l'UE, qui permettront la décarbonation et la relocalisation progressive de productions.

C'est, au plan national, une révolution des mobilités alliant démultiplication des lignes de transports en commun, extension des gratuités dans une logique de service public universel, soutien au co-voiturage, développement du vélo, aide à l'acquisition de véhicules décarbonés (leasing social), appui au fret non-routier (fluvial, fret ferroviaire, hydrogène...).

C'est un soutien aux agriculteurs vers l'agroécologie, avec une PAC profondément réorientée, une politique de pêche et d'aquaculture 100 % durable. Avec les acteurs de terrain, producteurs, commerces locaux, une taxe "impact GES" participera au financement de cette nouvelle politique agricole durable cohérente avec les politiques nationales que nous mènerons sur la ruralité, l'alimentation, le bien manger.

C'est une politique énergétique reposant sur la priorité à l'isolation des logements par tiers payant social, un futur énergétique vers le 100% renouvelables permettant la réduction progressive du nucléaire et une maîtrise publique des entreprises de production.

C'est la préservation d'une biodiversité aujourd'hui en grand danger, en commençant par l'arrêt de l'étalement urbain avec de nouvelles formes urbaines plus compactes et un maillage de services du quotidien et de proximité. C'est penser la résilience dans toutes nos politiques publiques.

Refondation des rapports sociaux

Les rapports sociaux sont minés par l'accroissement continu des inégalités et de l'insécurité sociale. Nous les combattons à la racine.

Cela suppose d'**agir avec vigueur sur les inégalités de revenus comme de patrimoine** par une fiscalité progressive - TVA réduite sur les biens de première nécessité et augmentée sur le luxe, CSG à taux réduit sur les bas revenus et prélèvement social augmenté sur les hauts, ISF climatique et taxe sur les superprofits, droits sur les grandes successions - comme par des réglementations limitatives sur l'usage de biens comme les jets privés.

C'est aussi **assurer un pouvoir d'achat suffisant pour vivre sans l'angoisse des fins de mois**, par des mécanismes d'indexation rapide des salaires par la négociation et si nécessaire par la loi ; le freinage de l'inflation par un blocage des prix qui dérapent comme ceux de l'énergie ; la fin, au niveau européen, de l'indexation absurde sur les prix du gaz ; et par une nouvelle politique du logement économe à prix abordable.

C'est **retrouver l'universel accès aux protections sociales**: droit à la santé par l'éradication des déserts médicaux, financement repensé du système de santé pour favoriser prévention et maintien en bonne santé, défense de l'hôpital public et revalorisation des métiers du soin ; droit à une assurance chômage sans dégressivité des allocations et sans fin de droit brutales ; droit à profiter d'une vraie retraite en bonne santé, ce qui suppose de combattre avec force tout report de l'âge de départ et de défendre la pleine prise en compte de la pénibilité.

C'est **reconnaître la personne en situation de handicap comme un être humain de droit qui revendique**, sans volonté d'avoir à se conformer à une norme « valide », une égalité de droits : droit au travail décent, à l'éducation, au logement autonome, à la mobilité.

C'est porter des valeurs qui tournent le dos à celles de la droite : l'attention à chacun et en particulier aux plus vulnérables, la coopération, le soin des générations futures ; **la laïcité**, qui protège la liberté de croire ou de ne pas croire, ce joyau de notre République que nous défendrons tel un bouclier contre tous les obscurantismes.

C'est enfin **l'accès à la culture pour tous, par tous, partout**, car elle questionne le sens même que nous voulons donner à nos vies, individuelles ou collectives, dans tous les territoires.

Refondation de l'école et confiance dans la jeunesse

Fondement de notre République démocratique, notre Ecole est exsangue et peine à accomplir sa mission. Le mal-être d'un trop grand nombre de nos enfants reste prégnant, celui des professionnels une triste réalité. Il est temps de donner réellement à l'École les moyens de sa démocratisation.

La mixité scolaire et sociale sera un principe intangible inscrit dans le code de l'Éducation, concernant aussi bien la classe, l'établissement ou encore la commune et le département, assorti de moyens pour qu'un tiers des cours se fassent en effectifs réduits.

L'élève sera valorisé, ses spécificités seront reconnues : travail dès les petites classes en équipe, apprentissage dans des contextes différents comme des cours à l'extérieur, encadrement renforcé avec plus de professeurs que de classes, lutte contre la précarité des animateurs périscolaires, des AESH, suivi individualisé par des professeurs déchargés en collège et lycée, pôle médico-social renforcé, big bang de l'évaluation qui doit cesser d'être une sanction.

Les élèves des quartiers populaires bénéficieront eux aussi de l'apport de professionnels expérimentés notamment par une garantie de retour, un accompagnement personnalisé à l'orientation. Nous créerons une Agence des stages.

Les personnels de l'enseignement général mais aussi technologique et professionnel verront leurs conditions de travail améliorées (chaque professeur doit pouvoir disposer d'un bureau, d'un ordinateur), **leur traitement revalorisé, leurs perspectives de carrière étendues.**

Refonder l'école, c'est aussi démocratiser l'enseignement supérieur. Nous défendons l'indexation de l'augmentation du nombre de places sur celle des étudiants et le remplacement de Parcoursup par une orientation humaine, transparente et respectueuse des projets d'étude des jeunes.

Nous permettrons aux jeunes d'étudier dans la dignité par l'accès à un revenu équivalent à un RSA Jeune, l'augmentation du parc de logement CROUS, l'augmentation du logement social pour les étudiants. Nous créerons un droit universel à terminer à tout moment des études écourtées.

Enfin, nous devons **donner aux jeunes leur place dans la construction des politiques publiques** : droit de saisine, création d'instances spécifiques, mise en place des Conseils Municipaux des Jeunes en amont dans les écoles, stimulation de l'engagement à travers des professionnels formés et des outils dédiés, construction de projets dans le cadre municipal, départemental, régional...

Refondation féministe

« *Il suffira d'une crise* » pour que les droits des femmes soient remis en question, écrivait Simone de Beauvoir. Ces dernières années ont confirmé cette prophétie. Dans la pandémie, les femmes sont en première ligne. La crise sanitaire et le mouvement #MeToo ont mis en lumière l'ampleur des violences domestiques. Les inégalités salariales F/H, loin de se réduire, ont augmenté en 2021. **Blessure ultime pour nous socialistes, les députées issues de notre famille politique sont passées de 50% du groupe à 30% dans cette nouvelle mandature !**

Etre socialiste, c'est être féministe. C'est lutter contre les stéréotypes de genre, pierre angulaire des progrès dans tous les autres domaines.

C'est ne pas avoir la main qui tremble pour imposer l'égalité professionnelle, pour l'alignement des salaires, pour inverser la charge de la preuve sur les discriminations, créer un statut pour les familles monoparentales, allonger le congé paternité à 16 semaines ou encore pour un droit opposable à la garde d'enfant.

C'est engager un **nouvel acte pour la parité en politique** en ciblant notamment les échelons où les exigences sont inexistantes (intercommunalités, tête des collectivités, 'petites' communes) et en instaurant un mécanisme de remplacement des élues en congé maternité.

C'est lutter avec la plus grande détermination contre les violences sexistes et sexuelles, avec centres d'accueil spécialisés sur tout le territoire, des moyens pour lutter contre la prostitution des mineures qui ne cesse d'augmenter, la suspension automatique de l'autorité parentale pour le conjoint reconnu coupable de violences intrafamiliales, et des peines d'inéligibilité pour les personnes condamnées pour violences conjugales, sexuelles ou sexistes (VSS).

Refondation de la République

Notre démocratie ne peut plus reposer sur le régime de « monarchie présidentielle » qui est *de facto* le sien aujourd'hui.

Dans la nouvelle République que nous proposons, le Parlement sera pleinement représentatif par un mode de scrutin mixte élisant la moitié des députés à la proportionnelle, et pleinement légitime avec une élection qui précède celle du Président de la République. Il maîtrisera son ordre du jour et ses votes par la suppression des limites à son droit d'amendement et l'abrogation des votes bloqués.

Nous voulons que les **citoyens puissent être acteurs d'une démocratie continue,** avec des possibilités d'amendement aux lois en débat et en créant un référendum d'initiative populaire. Nous défendons le vote blanc tout comme le droit de vote des étrangers aux élections locales. **Les principes constitutionnels de liberté, de pluralisme et d'indépendance des médias** face aux géants de l'internet et aux pressions de tous ordres doivent être sauvegardés.

Nous engagerons un nouvel élan de décentralisation, initié par des Etats Généraux de la démocratie territoriale, afin de rendre aux administrés leur qualité de citoyen acteur de leur territoire et aux collectivités, notamment la Corse, plus de souplesse et de moyens. **Les Outre-mer** y trouveront leur pleine reconnaissance dans la République, tout comme les conditions de leur accès à l'égalité réelle.

Un accès de premier niveau aux principaux services publics sera garanti dans chaque commune. L'autonomie financière des collectivités locales sera rétablie par l'affectation de paniers d'impôts spécifiques avec le pouvoir de fixer librement les taux. De nouveaux blocs de compétences seront transférés et des propositions audacieuses seront mises en débat, comme un « permis de faire » ou des conseils de citoyens tirés au sort et dotés de réels pouvoirs.

Refonder la République, c'est enfin n'oublier **ni la sécurité, ni la justice. Ceux qui transgressent la loi ne doivent jamais faire la loi.** Nous croyons en l'autorité publique, en la nécessité de l'ordre républicain. La question des moyens est ici primordiale. Nous proposerons une loi de programmation annuelle visant à augmenter le nombre de policiers de proximité, de magistrats et de greffiers pour assurer un budget à la hauteur des besoins, notamment pour le règlement rapide des litiges du quotidien et la modernisation numérique.

Nous travaillerons au continuum tranquillité-sécurité-prévention-justice indépendante en renforçant la coopération entre les polices nationale, municipale et les associations de prévention et d'éducation spécialisées. En matière pénale nous limiterons la récidive, notamment par le renforcement des personnels d'insertion et de probation, le développement de peines alternatives, l'accompagnement social et la fin des sorties 'sèches' de détention.

[Refondation de l'Europe](#)

L'engagement pro-européen est constitutif de notre identité socialiste. L'Europe doit rester notre chemin autant que notre fierté. La construction européenne, certes très critiquable, demeure l'une des plus belles incarnations de nos combats pour la paix, la prospérité, la solidarité entre les peuples c'est-à-dire l'internationalisme.

Considérer l'Union européenne, comme l'écrit le leader de LFI, comme une construction «illégitime en France», c'est renier notre engagement pro-européen. **Choisir la «désobéissance » c'est réfuter notre capacité à négocier et convaincre nos partenaires européens.** Comment le Parti Socialiste pourrait-il rester pro-européen s'il s'opposait à la primauté du droit européen et donc à l'Etat de droit ?

Nous souhaitons une Europe forte et souveraine, capable de protéger ses valeurs et son peuple. Nous voulons une véritable politique étrangère, de sécurité et de défense commune, ainsi qu'une autonomie stratégique en matière d'énergies et d'industrie. L'UE doit continuer de soutenir l'Ukraine jusqu'au bout par des fournitures militaires, les sanctions, l'aide humanitaire et la reconstruction d'après-guerre.

Pour répondre aux enjeux sociaux et climatiques, l'UE devra augmenter son budget grâce à des ressources propres et compléter l'Union économique et monétaire par le pilier fiscal. Avec ces nouvelles prérogatives, l'UE sera en mesure de fournir de véritables biens publics européens, de mettre en œuvre le socle européen des droits sociaux, de mener des politiques fortes en matière d'Education et de Culture.

Au plan institutionnel, chacun voit bien que les Traités en vigueur ne sont plus adaptés aux urgences, notamment écologiques et sociales, de notre temps. Nous porterons donc une refonte globale des Traités, pour bâtir une Union européenne plus démocratique, mieux intégrée et réorienter ses politiques.

Le Parlement européen devra être renforcé par un droit d'initiative législative, la fin du veto au Conseil, des élections européennes avec des listes transnationales. Enfin, une meilleure protection des principes fondamentaux de l'UE et de l'Etat de droit devra être assurée, pour que l'Union reste une communauté de valeurs et de destin.

Refondation des relations entre les peuples

Le contexte géopolitique est plus que tendu : guerre en Ukraine, catastrophes climatiques, arrivée de l'extrême droite dans plusieurs pays comme récemment en Italie avec l'élection de G. Meloni, 100 ans après... Mussolini.

Des signes d'espoir existent, comme le retour en force de la gauche en Amérique Latine jusqu'à la victoire de Lula, la vigilance des sociétés civiles en Afrique ou les manifestations pour la liberté des Iraniennes.

Mais la situation reste sombre. Avec la crise énergétique et alimentaire, après la pandémie, les questions internationales sont omniprésentes dans la vie quotidienne des français. Les désordres de nos vies sont mondiaux et c'est à ce niveau-là que les humains réussiront ou échoueront ensemble.

Cela commence par la diplomatie climatique. L'accord de Paris sur le climat en 2015 est une fierté, pour nous socialistes qui l'avons porté, mais aussi une responsabilité d'œuvrer pour rendre contraignants les engagements des Nations, via un tribunal pénal international punissant les crimes d'écocide, pour abonder des fonds de solidarité climatique ou encore redéfinir les relations franco-africaines dans une logique de souveraineté solidaire et écologique.

Diplomatie climatique, mais aussi économique : nous ne voulons pas d'un monde gouverné par des multinationales et défendrons l'innovation de la loi devoir de vigilance pour lutter contre l'esclavage moderne, le travail des enfants et la déforestation importée. Nous œuvrerons pour étendre la lutte contre les paradis fiscaux et pour des outils novateurs comme les taxes sur les transactions financières ou sur les superprofits, ou en conférant le caractère de bien public aux données massives personnelles, soumettant les GAFAM à un processus de délégation de service public.

Notre diplomatie est universaliste. Le courageux combat des femmes iraniennes nous le rappelle. Les socialistes doivent toujours se tenir aux côtés des peuples et contre ceux qui les oppriment, comme l'Arabie Saoudite qui massacre au Yémen ou la Chine qui génocide les Ouïgours et menace Taiwan ; aux côtés du peuple arménien dont l'existence est mise en danger par l'Azerbaïdjan, des kurdes opprimés par le gouvernement turc. Aucun enjeu géopolitique ne justifie le silence d'un socialiste.

Enfin notre mission est de travailler à la paix entre les peuples, comme nous l'avons fait en Europe. Nous avons des alliés précieux, regroupés principalement au sein de l'OTAN ; gardons-les, soutenons les pays qui tels la Finlande et la Suède veulent la rejoindre. Nous sommes une puissance militaire avec un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, ce qui nous confère une indépendance ; cultivons-la, au sein d'une défense européenne, tant elle est utile dans un monde qui ne trouvera sa stabilité que dans un multilatéralisme équilibré.

[Refondation de la gauche qu'on aime](#)

Nous devons enfin refonder l'outil politique nécessaire, la force centrale, pour permettre à toute la Gauche de gagner. Ce ne sera pas la simple reproduction du Parti Socialiste tel qu'il a été, encore moins tel qu'il est. Il devra se réinventer, se dépasser en construisant avec d'autres la gauche social-écologique nécessaire à notre époque.

Nous prendrons à bras le corps cette double nécessité : nous réarmer idéologiquement, nous réinvestir en profondeur dans les mouvements sociaux et sociétaux. Nous attacherons une grande attention à ouvrir nos portes à la **diversité sociale** de notre pays : ouvriers, employés, intérimaires, des villages, petites villes, banlieues et métropoles.

Nous engagerons une **refondation féministe de notre parti et de ses statuts**, facilitant l'engagement des femmes et leur égale représentation dans les fonctions au sein du Parti comme dans les mandats électifs. Nous permettrons les binômes paritaires à tous les échelons, et notamment à la tête de nos fédérations et de nos secrétariats aux élections. Le poste de **Premier secrétaire sera obligatoirement occupé par un binôme paritaire.**

Nos statuts prévoient également, sous peine de nullité des désignations, **la parité sur les circonscriptions gagnables**, ainsi que l'exigence de parité réelle lors des autres scrutins. Enfin la lutte contre les VSS sera exemplaire : les dispositifs de formation, de recueil de la parole et de sanctions effectives (absence d'investiture, exclusion) seront renforcés.

Les militants socialistes se désespèrent de ne pouvoir plus contribuer aux travaux de leur Parti. Nous changerons cela. Nous intégrerons à nos statuts un **référendum d'initiative militante** activable sur les grandes questions stratégiques ; nous réactiverons un **Laboratoire des idées et un Forum des territoires**, ainsi que la journée nationale des secrétaires de section ; nous lancerons une **école de formation dans chaque fédération**.

Nous **transformerons le Conseil National et les Conseils Fédéraux en véritables parlements du Parti**, avec droit d'amendement. Nous créerons un mécanisme d'appui aux plus petites fédérations.

Nous rendrons leur **autonomie aux Jeunes Socialistes**, en supprimant la tutelle financière et organisationnelle qui leur reste imposée.

Enfin nous **valoriserons l'engagement de nos militants au sein d'associations, de syndicats**, de collectifs ou de luttes au service de nos valeurs communes.

Fier.e.s d'être socialistes, décidons ensemble d'ouvrir la voie nouvelle de ces refondations, la voie centrale pour nous unir, la voie d'une gauche qu'on aime !



REFONDATIONS

SOCIALE ÉCOLOGISTE RÉPUBLICAINE EUROPÉENNE HUMANISTE FÉMINISTE

**Rejoignez-nous et soutenez l'initiative sur
refondations.com**